

Cote du document: EB 2012/LOT/G.1  
Date: 7 mars 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Shantanu Mathur**  
Chef du Secrétariat des dons  
téléphone: +39 06 5459 2515  
courriel: s.mathur@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Kelly Feenan**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2058  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>

### Annexes

1.	Bioversity International: Améliorer la productivité et la résilience pour les ruraux pauvres grâce à une meilleure utilisation de la diversité variétale des cultures dans la gestion intégrée de la production et des ravageurs (IPPM)	4
2.	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Gestion durable des systèmes de production basés sur les cultures pour accroître la productivité agricole dans les régions d'agriculture pluviale en Asie	11
3.	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Renforcement technique et des capacités pour les systèmes d'analyse stratégique et d'appui au savoir (SAKSS) au niveau des pays dans certains pays d'Afrique	18

## Sigles et acronymes

APCN	Agence de planification et de coordination du NEPAD
CNP	Comité national de pilotage
COMESA	Marché commun de l’Afrique orientale et australe
CRP	Programme de recherche du GCRAI
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l’environnement mondial
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPPM	Gestion intégrée de la production et des ravageurs
NARS	Système national de recherche agricole
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine
PNIA	Plan national d'investissement agricole
ReSAKSS	Système régional d’analyse stratégique et d’appui au savoir
S&E	Suivi-évaluation
SAKSS	Système d’analyse stratégique et d’appui au savoir
SAT	Zones tropicales semi-arides
UGP	Unité de gestion du projet

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## **Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant trois propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 4,1 millions d'USD.

### **Première partie – Introduction**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: Bioversity International; Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT); et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
  - i) Bioversity International: Améliorer la productivité et la résilience pour les ruraux pauvres grâce à une meilleure utilisation de la diversité variétale des cultures dans la gestion intégrée de la production et des ravageurs (IPPM);
  - ii) Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Gestion durable des systèmes de production basés sur les cultures pour accroître la productivité agricole dans les régions d'agriculture pluviale en Asie; et
  - iii) Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Renforcement technique et des capacités pour les systèmes d'analyse stratégique et d'appui au savoir (SAKSS) au niveau des pays dans certains pays d'Afrique.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation avec la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
  - i) Le programme visant à "Améliorer la productivité et la résilience pour les ruraux pauvres grâce à une meilleure utilisation de la diversité variétale des cultures dans la gestion intégrée de la production et des ravageurs (IPPM)" est pleinement conforme à la politique révisée du Fonds en matière de dons, et il est particulièrement pertinent pour la concrétisation de ses quatre résultats. La proposition de don est également conforme au Cadre stratégique du Fonds pour 2011-2015, étant donné qu'elle contribuera à la réalisation de plusieurs des objectifs stratégiques, spécialement en fournissant une base de ressources naturelles plus résiliente face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement; en réduisant la pauvreté, améliorant la nutrition et renforçant la capacité d'adaptation dans un environnement en mutation; en appuyant les organisations de producteurs ruraux; et en exerçant une influence sur les politiques et les institutions.
  - ii) Le programme de "Gestion durable des systèmes de production basés sur les cultures pour accroître la productivité agricole dans les régions d'agriculture pluviale en Asie" apporte un appui aux activités de recherche-développement utiles aux pauvres, en partenariat avec les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) et les projets financés par des prêts du FIDA, en suivant une approche participative et en réservant la place centrale aux petits exploitants agricoles, tout en produisant des biens publics internationaux, en promouvant un développement de l'agriculture pluviale axé sur le marché, en autonomisant les agriculteurs et leurs familles par l'appui à des systèmes productifs et résilients de cultures pluviales et en mobilisant diverses possibilités de génération de revenus.
  - iii) Le programme de "Renforcement technique et des capacités pour les systèmes d'analyse stratégique et d'appui au savoir (SAKSS) au niveau des pays dans certains pays d'Afrique" est conforme à la politique du Fonds en matière de dons et appuie la concrétisation de ses quatre principaux résultats. Il est également conforme aux priorités institutionnelles du FIDA puisqu'il apporte un appui direct aux objectifs et aux résultats du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, spécialement par l'établissement d'un "contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et toute la gamme d'activités non agricoles connexes", et par "l'amélioration des politiques générales et des cadres réglementaires au niveau local, national et international".

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à "Améliorer la productivité et la résilience pour les ruraux pauvres grâce à une meilleure utilisation de la diversité variétale des cultures dans la gestion intégrée de la production et des ravageurs (IPPM)", accordera un don ne

dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à Bioversity International à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de "Gestion durable des systèmes de production basés sur les cultures pour accroître la productivité agricole dans les régions d'agriculture pluviale en Asie", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de "Renforcement technique et des capacités pour les systèmes d'analyse stratégique et d'appui au savoir (SAKSS) au niveau des pays dans certains pays d'Afrique", accordera un don ne dépassant pas un million six cent mille dollars des États-Unis (1 600 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Bioversity International: Améliorer la productivité et la résilience pour les ruraux pauvres grâce à une meilleure utilisation de la diversité variétale des cultures dans la gestion intégrée de la production et des ravageurs (IPPM)**

## **I. Contexte**

1. Les maladies et les ravageurs provoquent, chaque année, la perte de près de 30% des récoltes mondiales, pertes qui interviennent en grande partie dans les pays en développement. Lorsque les agriculteurs sèment des variétés cultivées présentant une résistance uniforme à un ravageur ou à une maladie, les cultures peuvent devenir sensibles à une attaque par un agent pathogène capable de surmonter cette résistance, ce qui peut entraîner des épidémies. Il existe des programmes de sélection ayant pour objet de mettre au point de nouvelles variétés et de remplacer celles qui ont perdu leur résistance, mais la maintenance du système actuel est coûteuse, en particulier pour les pays en développement.
2. La diversité variétale des cultures, et notamment les savoirs autochtones ou autres acquis par les agriculteurs pour gérer cette diversité, est l'un des rares moyens dont disposent les paysans pauvres des pays en développement pour obtenir les moyens de subsistance dont ils ont besoin. Ces petits agriculteurs des pays en développement, qui représentent de 45 à 60% des ruraux "pauvres en dollars" de la planète (pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour), continuent de dépendre, pour leur survie, de la diversité génétique des cultures locales et des savoirs associés. L'exploitation de cette diversité des variétés cultivées traditionnelles demeure l'une des composantes de la stratégie de gestion des maladies dans les systèmes caractérisés par une diversité génétique.
3. Donner aux paysans disposant de peu de ressources les moyens de créer et de maintenir des populations de plantes ou des ensembles de variétés cultivées moins sensibles aux nouveaux pathogènes ou aux mutations des pathogènes existants, dans le cadre d'une stratégie d'IPPM, fait que leurs systèmes de production résisteront mieux aux changements dans les infestations de ravageurs et de maladies; les paysans disposeront ainsi d'une meilleure capacité d'adaptation de leurs systèmes locaux de production, comme tampon contre les changements imprévisibles de l'environnement. Cela permettra non seulement de réduire les pertes actuelles de récoltes et de maintenir la stabilité des rendements, mais aussi de réduire le risque de vulnérabilité génétique ou de futurs dégâts aux cultures. La mise à la disposition des ménages ruraux et des services de vulgarisation d'une méthode de substitution aux pesticides, qui présentent pour beaucoup des risques pour la santé, permettra de réduire la nécessité, pour les paysans, d'utiliser de coûteux intrants chimiques.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. L'utilisation croissante de pesticides, partout dans le monde, a de sérieuses incidences négatives sur la santé humaine et environnementale. Lutter contre les épidémies une fois survenues est coûteux pour la société, à la fois en termes de mobilisation des ressources nécessaires pour les maîtriser et de compensation des pertes de rendement subies. Pour les pays en développement et les paysans disposant de peu de ressources, la compensation, sous la forme d'une assurance des cultures, n'est généralement pas une formule économiquement viable. Le coût des pesticides est prohibitif pour les paysans pauvres, et leur utilisation inadéquate a des effets négatifs sur la santé humaine et sur la stabilité de l'écosystème.

5. Une équipe d'experts internationaux et de spécialistes nationaux venus de Chine, de l'Équateur, du Maroc et de l'Ouganda s'est réunie, en 2002, pour un échange d'idées sur les moyens par lesquels la diversité variétale des cultures traditionnelles et modernes pourrait être utilisée, dans le cadre des stratégies de gestion de la production agricole et des ravageurs, afin de réduire les pertes actuelles et les risques futurs de dégâts provoqués par les maladies et les ravageurs. Il existe, dans chacun de ces quatre pays, des zones d'importante diversité variétale traditionnelle pour un ensemble agrégé de six cultures cibles: riz, maïs, orge, haricot commun, fève, banane et plantain<sup>1</sup>; il existe aussi, dans chaque pays, différents types de résistance aux principaux ravageurs et pathogènes présents dans les variétés locales toujours utilisées dans les systèmes d'exploitation traditionnels. Les six cultures cibles retenues sont des aliments de base de premier plan pour de vastes segments des populations pauvres du monde en développement, et la stabilité de leurs rendements est un facteur important pour la sécurité alimentaire des pauvres dans ces pays. Pour chacun des quatre pays, deux au moins des cultures cibles sont aussi présentes dans l'un des autres pays, ce qui établit un lien entre la diversité des centres primaires et celle des centres secondaires.
6. Au cours des huit dernières années, le Programme des Nations Unies pour l'environnement/Fonds pour l'environnement mondial (PNUE/FEM), la Direction du développement et de la coopération (Suisse) et la Division de la production végétale et de la protection des plantes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont financé: i) une enquête sur les savoirs et les pratiques des paysans; ii) des essais croisés sur le terrain; iii) des essais sur le terrain et en laboratoire; iv) une analyse économique des avantages comparés de l'utilisation des ressources génétiques agricoles et d'autres méthodes de gestion pour la réduction des dégâts provoqués par les ravageurs et les maladies; et v) des analyses des réglementations juridiques, des politiques et des institutions, en utilisant à cet effet une méthode d'analyse du cadre d'action des pouvoirs publics élaborée par les partenaires. La phase précédente de ce programme avait été approuvée sous la forme d'un programme devant s'étendre sur cinq ans, mais seules les trois premières années des activités prévues ont été financées, du fait d'un déficit inattendu des crédits du FEM. Le programme a fait l'objet d'une évaluation externe formelle du PNUE/FEM, dont la principale recommandation a été celle relative au financement d'une deuxième phase<sup>2</sup>.
7. La proposition est pleinement conforme à la politique révisée en matière de dons, et elle est particulièrement pertinente pour la concrétisation des résultats attendus de cette politique. La proposition de don est également conforme au Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, étant donné qu'elle contribuera à la réalisation de plusieurs des objectifs stratégiques. Du point de vue des domaines thématiques, elle est particulièrement pertinente pour les ressources naturelles (biodiversité), l'adaptation au changement climatique, le développement de compétences techniques et l'appui aux organisations de producteurs ruraux.

---

<sup>1</sup> Le choix de cet ensemble de cultures avait aussi pour objectif de représenter divers systèmes de sélection (pollinisation croisée, fécondation croisée partielle, autopolinisation, clonage), étant donné que les différences entre les variétés seraient probablement moins évidentes dans les plantes issues d'une pollinisation croisée que dans celles obtenues par autopolinisation. Du fait de leur stérilité, la banane et le plantain ont été soumis à une stratégie d'amélioration variétale par clonage, la sélection étant essentiellement réalisée par les paysans. Les ravageurs et les pathogènes couverts sont ceux que déterminent des gènes majeurs et mineurs (un gène ou un ensemble de gènes assurant la résistance), des maladies transmises par les semences, le sol et l'air, et des pathogènes ou des ravageurs affectant différentes parties de la plante (parties aériennes et racines). Par ailleurs, les cycles de vie des principaux ravageurs et maladies affectant ces cultures ont été largement étudiés. Ainsi, dans ce programme, les interactions hôte/ravageur ou hôte/pathogène sont représentatives d'un ensemble beaucoup plus vaste d'interactions, rendant possible une transposition à plus grande échelle.

<sup>2</sup> Le responsable de l'évaluation a souligné que, faute d'une seconde phase, "une quantité significative de travail important serait perdue, et qu'il n'y aurait pas beaucoup de possibilités de concrétiser la totalité du potentiel d'une grande partie des activités d'essais, expériences, formation, vulgarisation et analyse lancées et exécutées au cours des trois premières années".



### III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est de soutenir la production alimentaire et d'améliorer la santé de l'écosystème par le biais d'une meilleure utilisation de la diversité génétique végétale au sein du système de production. Les trois principaux objectifs du programme sont les suivants:
  - améliorer la productivité des cultures pratiquées par les paysans pauvres – hommes et femmes – en réduisant les pertes de récolte provoquées par les maladies et les ravageurs, grâce à une disponibilité et une utilisation accrues de la diversité génétique végétale au sein des systèmes de production des paysans;
  - réduire, sur les champs des paysans, la vulnérabilité génétique des cultures aux futures attaques de ravageurs ou de maladies; et
  - réduire les charges des petits exploitants agricoles grâce à l'utilisation, dans les systèmes de production, de la diversité génétique végétale, qui peut constituer une solution de rechange viable pour réduire le recours aux pesticides ou s'y substituer.
9. Le groupe cible et les principaux bénéficiaires sont les communautés locales, autochtones et les minorités ethniques en Chine, en Équateur, au Maroc et en Ouganda. Parmi les femmes, les chercheuses et les décideuses sont des bénéficiaires clés, car elles sont activement sollicitées pour jouer des rôles de direction, de gestion et de recherche au sein du programme. Les agriculteurs sont à la fois les bénéficiaires directs et les responsables de l'application de la diversité génétique végétale dans leurs systèmes de production, et leur participation est donc essentielle au programme à un double titre: responsables de l'application et décideurs contribuant à implanter des activités de recherche-développement. Les paysans, les agents de vulgarisation, les institutions éducatives locales et les organisations à assise communautaire tireront avantage de partenariats représentatifs avec les chercheurs locaux et nationaux.
10. Le programme durera trois ans, et il comportera trois grandes composantes:
  - **Pratiques et procédures de détermination et d'utilisation optimale de la diversité génétique végétale pour réduire la pression des ravageurs et des maladies.** Les scientifiques et les paysans travailleront ensemble, dans le cadre de cette composante, pour mettre à l'essai des pratiques et des procédures d'utilisation de la diversité génétique végétale pour réduire ces pressions.
  - **Renforcement des capacités utiles aux pauvres et du rôle pilote des paysans et d'autres parties prenantes en matière d'utilisation de la diversité génétique végétale locale pour la gestion des ravageurs et des maladies.** Cette composante poursuit le travail de renforcement du rôle pilote et des capacités des communautés autochtones et locales, afin de leur permettre de participer plus efficacement aux enceintes où se prennent les décisions, aux échelons local et national, et notamment en augmentant activement le nombre de femmes dans des rôles de gestion, de recherche et de décision.
  - **Transposition à plus grande échelle des méthodes faisant appel à la richesse de la diversité génétique pour réduire les dégâts aux cultures et partager les avantages en découlant.** Cette composante est axée sur la mise en œuvre de mesures destinées à appuyer la transposition à plus grande échelle de ces méthodes pour limiter les dégâts provoqués par les ravageurs et les maladies et pour partager les avantages qui en résultent.

11. Cette approche vise à compléter et élargir les pratiques et les stratégies d'IPPM en utilisant et en gérant les variétés végétales traditionnelles elles-mêmes comme ressource clé, en mettant à profit la diversité intraspécifique des variétés conservées par les paysans. Les techniques et approches utilisées sont en cours de développement; elles seront ensuite transposées à plus grande échelle et reproduites pour d'autres zones et d'autres cultures que celles choisies pour le programme. Ce changement d'échelle sera rendu possible par la collaboration avec le réseau des fermes-écoles de la FAO, et par les liaisons avec les programmes nationaux de vulgarisation en matière agricole et environnementale par l'intermédiaire du Programme à l'échelle du GCRAI sur la gestion intégrée des ravageurs ([www.spipm.cgiar.org](http://www.spipm.cgiar.org)) et de la composante services d'écosystème du Programme de recherche 5 du Consortium du GCRAI: eau, terre et écosystèmes ([www.iwmi.cgiar.org/CRP5/BB7.aspx](http://www.iwmi.cgiar.org/CRP5/BB7.aspx)).

#### IV. Produits et avantages escomptés

12. Trois grands produits sont attendus du programme:
- **Pratiques et procédures d'utilisation optimale de la diversité génétique végétale pour réduire les pressions des ravageurs et des maladies**, comprenant: i) l'évaluation et la promotion des éléments qui, parmi les pratiques actuelles des paysans et le matériel végétal local, réduisent les dégâts provoqués par les ravageurs et les maladies; ii) la mise au point de mélanges intraspécifiques ou d'ensembles de variétés ne présentant pas une résistance uniforme; et iii) l'intégration des procédures nationales de sélection des plantes pour la résistance et des pratiques de sélection et du matériel local des paysans, et des pratiques participatives de sélection pour améliorer d'autres productions et traits qualitatifs (y compris le goût et la qualité des grains) des variétés locales résistantes, et la résistance des variétés non résistantes adaptées aux conditions locales.
  - **Capacité accrue des paysans et d'autres parties prenantes en matière d'utilisation de la diversité génétique végétale locale pour la gestion des pressions des ravageurs et des maladies.** Les compétences d'encadrement et les capacités des communautés autochtones et locales seront renforcées – en vue d'une participation plus efficace aux enceintes où se prennent les décisions, aux échelons local et national, et notamment une augmentation du nombre de femmes dans des rôles de gestion, de recherche et de décision. Les capacités et les compétences d'encadrement cibleront spécifiquement les institutions de "niveau intermédiaire", c'est-à-dire les instituts d'enseignement, techniques et de recherche à l'échelon local ou à celui du site.
  - **Mesures appuyant l'adoption et le partage des avantages des méthodes faisant appel à la richesse de la diversité génétique pour limiter les dégâts provoqués par les ravageurs et les maladies.** Il s'agit notamment: i) de paquets de vulgarisation agricole contenant du matériel représentatif de la diversité génétique végétale locale; ii) d'un accès amélioré et accru à des semences issues de la richesse de la diversité génétique et à d'autres matériels végétaux; iii) de programmes éducatifs adaptés de manière à inclure l'utilisation de la diversité génétique végétale locale; et iv) de la mise au point de protocoles de partage des avantages concernant le matériel génétique, et de nouvelles méthodes de gestion de la diversité parmi les communautés paysannes et les programmes nationaux.
13. Les principaux effets attendus des résultats produits seront les suivants:
- Les agriculteurs, hommes et femmes, augmentent leur capital humain et améliorent leurs revenus par le biais du développement des compétences et du savoir, et s'instaure un environnement propice à l'utilisation de la biodiversité

végétale pour réduire les pertes de récolte provoquées par les ravageurs et les maladies.

- Les gestionnaires des ressources naturelles au niveau national appuient et créent des partenariats avec les petits exploitants agricoles, qui utilisent la biodiversité végétale pour réduire la vulnérabilité de leur système de production tout en maintenant la productivité.
- Les normes et les comportements des consommateurs et des détaillants appuient les systèmes de production agricole qui réduisent la vulnérabilité et favorisent le maintien de la productivité par le biais de l'amélioration des services d'écosystème.
- Les politiques, les mesures juridiques et les incitations appuient les systèmes de production moins dépendants des intrants externes.

## **V. Modalités d'exécution**

14. La structure de gestion et d'exécution du programme repose sur les politiques et le cadre organisationnel nationaux de chacun des pays. L'unité de gestion du projet (UGP) comprend un directeur national du projet, un gestionnaire national du projet, un assistant national du projet et des conseillers techniques ou thématiques. Les UGP nationales sont déjà opérationnelles dans chaque pays. Les partenaires du pays ont aussi constitué, dans chaque pays, des comités à l'échelon national et au niveau des sites pour assurer une meilleure coordination des activités du programme: un comité national de pilotage (CNP), un comité de coordination de site, des équipes nationales d'experts techniques ou thématiques, et des équipes de site. Au cours des trois dernières années, ces comités ont fonctionné de manière régulière et tenu au moins une réunion annuelle.
15. Bioversity International jouera le rôle d'organe exécutif au niveau mondial. Il supervisera la direction mondiale du programme, implantée à son siège de Rome, avec l'appui du personnel de ses bureaux régionaux. La direction mondiale du programme sera placée sous l'autorité d'ensemble de son coordonnateur du Projet de biodiversité agricole et des écosystèmes. Bioversity International est responsable et doit rendre compte au FIDA des fonds provenant du don transférés aux partenaires d'exécution, et fournira notamment des rapports d'audit consolidés. Cette disposition sera également reflétée dans les accords (mémoires d'entente) entre le bénéficiaire du don et ses partenaires d'exécution.
16. Le comité international de pilotage mis en place compte parmi ses membres des représentants de chacune des UGP nationales (directeur national du projet), Bioversity International (agent d'exécution) et des représentants des partenaires internationaux (FAO, FIDA et Université d'État de Washington). Ce comité a notamment pour mandat d'examiner les rapports d'activité et financiers et les rapports annuels de synthèse sur l'état d'avancement, de fournir un encadrement au programme, d'aider les UGP à établir des liaisons avec d'autres projets connexes et de donner les orientations d'ensemble pour l'exécution du programme.
17. Les CNP ont été constitués et ont pour mission: d'approuver la planification et le suivi du programme à l'échelon national; d'examiner les rapports d'activité et financiers et les rapports annuels de synthèse; de donner à l'UGP nationale des conseils sur les problèmes d'exécution; et de proposer des modifications appropriées au programme des travaux ultérieurs. Les CNP réunissent des représentants des ministères de l'agriculture et de l'environnement, des agences nationales d'exécution, y compris les directeurs nationaux du projet, les institutions locales, les ONG, les organisations paysannes et/ou des agriculteurs. Le personnel de pays du FIDA sera invité à participer aux réunions des CNP.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

18. Le coût total de ce programme, d'une durée de trois ans, est de 3,09 millions d'USD, dont 1,0 million d'USD sont demandés au FIDA. Les pays partenaires – Chine, Équateur, Maroc et Ouganda – ont déjà garanti leur appui en apportant une collaboration en espèces et en nature. En outre, la Direction du développement et de la coopération (Suisse) a aussi confirmé sa participation au cofinancement. Un cofinancement de 500 000 USD a été obtenu du Programme GCRAI Commission européenne/FIDA.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel	120	251
2	Consultants	14	29
3	Frais de voyage	53	111
4	Contrats avec les partenaires nationaux	560	1 170
5	Formation et bourses d'études	14	29
6	Conférences et réunions	43	90
7	Équipement et services	52	109
8	Publications	14	29
	Sous-total	870	1 818
9	Frais généraux	130	272
	<b>Total</b>	<b>1 000</b>	<b>2 090</b>

*Note:* Tous les fonds inscrits à la ligne budgétaire "Contrats avec les partenaires nationaux" sont des fonds transférés aux UGP nationales par le biais de lettres d'accord standard. Les fonds inscrits aux lignes "Formation et bourses d'études" et "Conférences et réunions" sont utilisés pour des activités régionales et mondiales auxquelles participent des partenaires nationaux.

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Sustain food production and improve ecosystem health through improved use of crop genetic diversity within the production system	<ul style="list-style-type: none"> <li>10% of the families in 31 indigenous communities have a more stable food supply of project crops. Diversity-rich practices substitute pesticide use in 31 local and indigenous communities.</li> </ul>	Project reports that include quantification of reduced crop loss and cost savings from reduced pesticide use.	Stable and favourable political environment Committed policy makers and partners
<b>Objectives</b>	<p>(1) Improve crop productivity for poor women and men farmers, by reducing crop loss from pest and disease damage through the increased availability and use of crop genetic diversity within the farmers' production systems.</p> <p>(2) Reduce genetic vulnerability of crops to future pest and disease attacks in smallholder farmers' fields.</p> <p>(3) Reduce smallholder farmers' costs, through the use of crop genetic diversity in the production system, as a viable alternative to reduce or substitute for pesticide use</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Crop losses reduced by 10% from reduced disease and pest damage for at least 20% of the farms in project sites.</li> <li>Increased number of different landraces with different resistance available to farmers</li> <li>A portfolio of diversity-rich practices provide alternatives to pesticide use to minimize crop damage in project sites.</li> </ul>	Report comparing baseline data to final project survey data	Target crop host resistance exists/available in countries Farmers, stakeholders open to adoption of diversity-rich approaches
<b>Outputs</b>	<p>(1) Practices and procedures that optimally use crop genetic diversity to reduce pest and disease pressure</p> <p>(2) Enhanced capacity of farmers and other stakeholders to use local crop genetic diversity to manage pest and pathogen pressures</p> <p>(3) Actions that support the adoption and benefit sharing of genetic diversity-rich methods for limiting damage caused by pests and diseases.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least two diversity-rich practices or options developed for each of the six target crops</li> <li>Damage abatement framework in place to estimate the value of diversity-based approach</li> <li>Farmer associations per site, and 2 male and female farmer representatives in decision fora</li> <li>Breeding programmes have increased use of local-diversity and indigenous knowledge.</li> <li>Benefit sharing mechanisms among farmer communities and national programs adopted</li> </ul>	<p>Technical reports of field trials of diversity-rich options</p> <p>Published manual</p> <p>Report and papers from involved partners</p> <p>Community feedback</p> <p>Training manuals, lecture notes and presentations</p> <p>Extension service packages</p> <p>Policy guidelines</p>	Decision makers are open to adoption of diversity-rich approaches to manage pest and disease damage Commitment of the project partners is ensured and farmers are receptive.
<b>Key Activities</b>	<p>(1) Identify/evaluate/promote farmers' practices, local crop materials</p> <p>(2) Develop intra-specific mixtures and participatory resistance breeding using farmer selection practices</p> <p>(3) Increase gender equity in project management</p> <p>(4) Enhance leadership and knowledge of farmers to take decisions on pest and disease management</p> <p>(5) Reinforce local farmer organizations in seed activities and increase access to diversity-rich seeds</p> <p>(6) Build local institutional capacity to sustain activities</p> <p>(7) Devise agricultural extension packages that contain local crop genetic diversity</p> <p>(8) Establish benefit-sharing protocols for genetic material and new methods of diversity management.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of farmer practices evaluated, mixtures developed, and participatory plant breeding experiments.</li> <li>Number of women and men in leadership courses, and technical courses on pest and disease management.</li> <li>Number of diversity fairs, community seed banks, farmer cross site visits.</li> <li>Number of revised extension packages</li> <li>Number of benefit sharing mechanisms developed</li> </ul>	Project reports, project brochures, Project WEB site.	Commitment of the project partners is ensured and farmers are receptive.

# **Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Gestion durable des systèmes de production basés sur les cultures pour accroître la productivité agricole dans les régions d'agriculture pluviale en Asie**

## **I. Contexte**

1. La production alimentaire devra augmenter de 70% d'ici à 2050 pour répondre à la demande d'une population mondiale qui devrait atteindre, à cette date, le chiffre de 9,1 milliards d'habitants. Dans les pays en développement, la nécessaire augmentation de la production devra être assurée, pour 80%, par la hausse des rendements et de l'intensité des cultures et, pour seulement 20%, par l'extension des terres arables. En Asie, les possibilités d'augmentation des superficies cultivables sont très limitées. L'agriculture pluviale, pratiquée sur plus de 80% des terres agricoles de la planète et produisant, au niveau mondial, près de 60% des produits alimentaires de base, devra jouer un rôle accru pour assurer, à l'avenir, la sécurité alimentaire et le développement économique, en particulier dans les pays en développement. La faiblesse et l'irrégularité de la productivité de ces terres demeurent toutefois une source majeure de préoccupation et l'une des causes de la pauvreté rurale.
2. Sur le total de 1,4 milliard de personnes vivant dans les zones tropicales semi-arides (SAT), 560 millions (40%) sont considérées comme pauvres, et 70% des pauvres vivent dans les zones rurales. À chaque augmentation de 1% de la productivité agricole mondiale correspond une diminution (entre 0,6 et 1,2%) du pourcentage de personnes vivant avec moins de un dollar par jour. Il est impératif, pour parvenir à éliminer la pauvreté rurale, d'améliorer la productivité globale et la durabilité de l'agriculture pluviale.
3. Au cours des dernières années, des projets appuyés par des dons du FIDA et exécutés par l'ICRISAT ont été à l'origine de techniques agricoles, nouvelles ou améliorées, adaptées aux zones semi-arides. Il s'agit notamment: de variétés de cultures xérophiiles; de technologies de production à coût réduit; de l'introduction de nouvelles campagnes agricoles (arachide d'été en Inde, arachide d'automne-hiver au Viet Nam); et de l'introduction de nouvelles cultures (pois chiche *kabuli* dans les zones tribales de l'Inde, arachide au Népal) et de nouveaux systèmes de culture (haricot mongo dans les périodes de jachère des monocultures de riz, et soja au cours de la jachère d'hiver au Viet Nam), qui ont été adoptés avec enthousiasme et reproduites à plus grande échelle par les ONG partenaires et par les agriculteurs. Ces technologies ainsi que d'autres technologies atténuant les effets du changement climatique doivent être reproduites et transposées à plus grande échelle dans les projets en cours ou futurs financés par des prêts du FIDA dans les SAT.
4. L'élevage est un élément essentiel pour des millions de petits exploitants pauvres dans les pays en développement. La promotion d'un système associant cultures et élevage peut avoir un impact significatif sur la pauvreté rurale et garantir la sécurité des moyens de subsistance. Avant toutefois qu'il ne soit possible d'accentuer l'intégration des cultures et de l'élevage, il sera nécessaire d'intensifier et d'accroître la productivité des systèmes de cultures pluviales pour éviter les pénuries annuelles d'aliments pour animaux et produire suffisamment de matière sèche (résidus de récolte) pour soutenir l'élevage de manière productive et rentable.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. De nouveaux défis émergents exercent une énorme pression sur une agriculture pluviale déjà fatiguée et épuisée. Parmi ces défis, celui qui présente peut-être la plus grande menace pour une agriculture pluviale durable est celui qui résulte de la variabilité, d'une année à l'autre, du volume et de la distribution des précipitations. En évaluant la vulnérabilité à la sécheresse au microniveau et en communiquant à l'avance cette information aux paysans, il est possible d'atteindre une meilleure préparation à la sécheresse et d'en minimiser les effets négatifs.
6. Les cultivars résistants à la sécheresse ont pour effet non seulement d'accroître la productivité du système, mais aussi de réduire la variabilité des rendements en conditions climatiques défavorables. Une étude récente portant sur le projet FIDA n° 954 financé par un don à Anantapur, en Inde, a montré que l'utilisation du cultivar d'arachide ICGV 91114 résistant à la sécheresse se traduisait par une augmentation de 23% du rendement, une réduction de 30% de la variabilité du rendement et une augmentation de 36% des bénéfices nets par hectare, par rapport à la variété locale TMV 2. Avec une couverture de 35% de la superficie dans le district, la valeur annuelle du bénéfice total résultant de l'adoption de l'ICGV 91114 demeure très importante – 694 millions de roupies indiennes à un taux d'escompte de 5% et 508 millions de roupies à un taux d'escompte de 8%. Des observations du même ordre ont été relevées au Viet Nam.
7. Les petits exploitants agricoles craignent davantage le risque et tirent davantage profit de l'adoption de variétés améliorées résistantes à la sécheresse que les gros exploitants, moins opposés au risque. Les techniques et les politiques qui réduisent les risques de production pourraient aussi réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles aux situations de détresse matérielle, de pauvreté et de malnutrition.
8. La proposition de programme financé par un don est axée sur une recherche utile aux pauvres et visant à trouver des solutions aux défis émergents qui augmentent les risques et la vulnérabilité des petits exploitants agricoles, en particulier dans les SAT, faisant suite à des activités participatives de conception de la recherche et de diffusion de la technologie. L'adaptation au changement climatique par le biais de systèmes de production résilients basés sur des cultures – en exploitant les possibilités offertes par les synergies et les complémentarités des cultures grâce à la sélection de géotypes végétaux appropriés et à des techniques de production à faible coût, l'autosuffisance semencière à l'échelon local et l'établissement de liaisons avec les marchés à l'intention des petits exploitants – aura pour effets non seulement d'améliorer la production et la productivité de l'agriculture pluviale, mais aussi de la faire passer du niveau d'une activité de subsistance à celui d'une agriculture quasi commerciale. Le renforcement, au sein des NARS, des capacités d'innovation et de maîtrise du savoir des familles de petits exploitants agricoles – ce qui leur permettra de prendre leurs décisions en connaissance de cause – contribuera dans une large mesure à un accroissement durable de la productivité de l'agriculture pluviale et, de ce fait, à une amélioration des moyens de subsistance des paysans pauvres.
9. Conformément aux priorités stratégiques énoncées dans le plan de travail stratégique par division (DSWP) de la Division Asie et Pacifique du FIDA, ce programme financé par un don aborde les questions liées aux risques et à la vulnérabilité des ruraux pauvres en rapport avec le changement climatique dans les zones agricoles des SAT de certaines régions de l'Inde, de la République démocratique populaire lao, du Népal et du Viet Nam. Dans le même temps, de solides liaisons avec des projets appuyés par des investissements et des dons du FIDA et avec les équipes de gestion des programmes de pays (EGPP) contribueraient à la réalisation des objectifs clés des programmes des pays participants.

### III. Le programme proposé

10. Le principal objectif du programme est d'améliorer le bien-être des populations rurales pauvres – hommes et femmes – pratiquant une agriculture pluviale en Inde, en République démocratique populaire lao, au Népal et au Viet Nam grâce à l'amélioration durable de la productivité et à la diversification des possibilités de génération de revenus. Les objectifs du programme sont les suivants: i) transformer les systèmes existants d'agriculture pluviale à faible productivité dans les régions cibles des pays partenaires en systèmes de production agricole résilients et productifs par le déploiement d'innovations techniques agricoles appropriées et faciles à utiliser par les paysans; ii) fournir des services d'innovation technique aux partenaires du projet et accroître leurs capacités et leurs compétences, afin d'appuyer les évolutions de l'agriculture dans les SAT; iii) promouvoir un développement inclusif orienté vers le marché dans le secteur de l'agriculture pluviale; iv) faire en sorte que les petits exploitants agricoles et leurs familles "maîtrisent le savoir" pour soutenir des systèmes de production agricole pluviale résilients et productifs et pour mobiliser diverses possibilités de génération de revenus; et v) étendre et transposer à plus grande échelle les innovations technologiques par l'intermédiaire de partenariats appropriés.
11. Le groupe cible est constitué de paysans pauvres et marginaux pratiquant une agriculture pluviale en Inde (Jharkhand, Madhya Pradesh et Rajasthan), en République démocratique populaire lao (régions du Nord et du Sud), au Népal (région des collines de moyenne altitude dans l'ouest du pays) et au Viet Nam (provinces de Ha Tinh et Cao Bang).
12. Le programme, d'une durée de quatre ans, combine des activités de recherche et de développement. Étant donné qu'il comporte un nouveau pays partenaire (la République démocratique populaire lao) et de nouveaux sites partenaires en Inde (Madhya Pradesh et Rajasthan), les techniques faciles à utiliser par les paysans mises au point dans le cadre de programmes antérieurs appuyés par le FIDA devront faire l'objet d'un ajustement et d'une validation avant leur extension et leur transposition à plus grande échelle. Par ailleurs, leur intégration au système de production exigera des recherches complémentaires. Une période de quatre années est donc nécessaire pour obtenir les produits attendus. Au Népal, au Viet Nam et dans l'État du Jharkhand, en Inde, l'ICRISAT a travaillé pendant plusieurs années avec les partenaires nationaux pour l'exécution de la phase précédente, et le programme proposé fera fond sur cette expérience.
13. Le programme sera axé sur les principaux systèmes de culture pratiqués dans les régions cibles des pays partenaires – à base de mil/sorgho/riz en Inde, à base de riz en République démocratique populaire lao et à base de riz/maïs au Népal et au Viet Nam. Les légumineuses envisagées en vue des interventions incluent: l'arachide, le pois cajou, le pois chiche, le haricot velu, la lentille, le pois des champs et le guar en Inde; l'arachide, le soja et le haricot velu en République démocratique populaire lao et au Viet Nam; et l'arachide, le pois cajou, le soja, la lentille et le haricot au Népal.
14. Le programme comportera quatre composantes:
  - **Conception de systèmes de culture résilients et productifs.** Les principales activités prévues à ce titre sont les suivantes:
    - détermination et caractérisation agroécologique des sites clés, de leurs systèmes actuels de production végétale, et des rôles des hommes et des femmes dans ces systèmes;
    - détermination des zones potentielles d'intervention dans les principaux systèmes de culture pour améliorer la résilience, la productivité et la prise en compte des sexes/spécificités;



- élaboration d'une base de données sur les préférences du marché/des consommateurs et des aspects prenant en compte les sexospécificités dans diverses cultures intégrées à des systèmes de culture diversifiés, afin de faciliter le choix des géotypes adéquats;
  - inventaire des géotypes les plus prometteurs de céréales et de légumineuses en vue d'essais dans le cadre de systèmes de culture pluviale adéquats sujets à des périodes de sécheresse;
  - identification d'un ou deux systèmes de culture productifs et résilients dans chaque zone agroécologique pluviale; et
  - élaboration et essai de systèmes de gestion des cultures utiles aux pauvres, en prenant en compte les différents contextes agroécologiques, systèmes de production et besoins des paysans, hommes et femmes.
- **Appui technique et extension et transposition à plus grande échelle des innovations.** Les principales activités prévues à ce titre sont les suivantes:
    - appui technique aux hommes et aux femmes au sein des communautés et aux partenaires des NARS, y compris les projets du FIDA financés par des prêts: i) système d'appui à la décision intégrant une meilleure prévision de la sécheresse sur la base d'une évaluation de la vulnérabilité à la sécheresse au microniveau; ii) stratégies de diversification des cultures; iii) pratiques adéquates et rentables de gestion intégrée des cultures dans le contexte de rôles, de responsabilités et de préférences sexospécifiques; et iv) soutien au secteur semencier pour garantir la disponibilité en quantité suffisante des variétés préférées par les paysans au niveau local ou de la communauté;
    - analyse en vue de l'élaboration d'options pour le renforcement des politiques et des institutions publiques;
    - stratégies d'acquisition et de partage du savoir;
    - établissement/renforcement de réseaux et renforcement des capacités des partenaires du projet en matière d'utilisation des outils et des techniques nécessaires pour la documentation et la diffusion du savoir produit par le projet; et
    - stratégies en vue de l'extension (par l'intermédiaire de liaisons avec des projets financés par des prêts du FIDA) et de la transposition à plus grande échelle (par le biais de l'intégration avec d'autres programmes de développement et services de vulgarisation).
  - **Développement inclusif orienté vers le marché.** Les principales activités prévues à ce titre sont les suivantes:
    - modèles adéquats d'entreprise de production semencière, y compris les systèmes de production de semences à assise communautaire;
    - liaisons entre les petits exploitants agricoles et les marchés par le biais d'un ajout de valeur au niveau local; et
    - attention spéciale à la participation des femmes aux décisions sur le choix des cultures et des variétés cultivées, sur la commercialisation des intrants et des produits et sur la gestion de l'alimentation du ménage.
  - **Renforcement des capacités au sein des NARS et parmi les paysans en vue de l'appui et de la participation au développement agricole dans les SAT.** Les principales activités prévues à ce titre sont les suivantes:

- développement de l'expertise sur le plan des compétences en matière d'innovation, des outils d'aide à la décision et des compétences en matière de communication; et
- maîtrise du savoir.

#### **IV. Produits et avantages escomptés**

15. Les résultats escomptés comprennent:
  - des systèmes de culture de céréales et de légumineuses résilients, productifs et diversifiés, et leurs techniques de gestion;
  - un système d'appui à la décision intégrant une meilleure prévision de la sécheresse et des stratégies de diversification des cultures;
  - des systèmes locaux durables d'appui à la production de semences, et des possibilités d'ajout de valeur au niveau local;
  - un personnel des NARS formé à la mise au point d'innovations et de systèmes d'appui à la décision; et
  - des paysans qui maîtrisent le savoir et adoptent les innovations et les techniques mises au point par le projet.
16. Ces produits devraient améliorer de 20 à 25% la productivité d'ensemble de l'agriculture pluviale et réduire sensiblement les variations de stabilité des rendements dans les régions cibles du programme, ce qui se traduira par une hausse de 15 à 20% des bénéfices nets de l'agriculture pluviale. La quantité accrue de légumineuses disponibles améliorera la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles des petits exploitants agricoles. La disponibilité accrue de légumineuses fourragères riches en protéines améliorera la productivité de l'élevage. Les gains cumulés des produits du programme auront un impact significatif en termes d'amélioration des moyens de subsistance des paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale. On s'attend à ce qu'au moins 40 000 paysans, dans chacune des zones de projets financés par un prêt du FIDA, tirent des avantages directs de l'adoption des innovations du projet.

#### **V. Modalités d'exécution**

17. L'ICRISAT sera l'agent d'exécution principal, à la tête d'un consortium de partenaires d'Inde, de la République démocratique populaire lao, du Népal et du Viet Nam, représentant des projets d'investissement appuyés par le FIDA et d'autres programmes nationaux. Le projet s'inscrira dans le cadre d'un programme plus général, relevant du Programme de recherche du GCRAI (CRP) 3.5 (céréales/légumineuses), où l'ICRISAT est un partenaire important. Il sera aussi relié au CRP 1.1 (systèmes arides), au CRP 7 (changement climatique) et au CRP 2 (politiques et marché). Une équipe multidisciplinaire de scientifiques de l'ICRISAT et des universités nationales d'agriculture apportera une contribution technique au programme. Par l'intermédiaire d'un coordonnateur de projet désigné, l'ICRISAT coordonnera et exécutera les activités du projet en partenariat avec les membres du consortium. L'ICRISAT devra veiller à ce que les ressources provenant du don soient utilisées conformément aux dispositions de l'accord de financement et que leur utilisation soit pleinement justifiée, y compris par la soumission de rapports d'audit consolidés, et devra rendre compte au FIDA.
18. Un site web sera spécialement créé pour le programme au sein du portail IFADAsia (<http://asia.ifad.org>). Le coordonnateur du projet utilisera le site web comme outil de gestion du projet et comme moyen de communication, de coordination et de partage des ressources. Il/elle maintiendra et renforcera les partenariats internationaux et nationaux, spécialement avec les projets financés par des prêts du FIDA.

19. Un comité de pilotage du projet, composé de représentants de l'ICRISAT, du FIDA et d'institutions des pays partenaires, supervisera l'exécution du programme, examinera son état d'avancement et approuvera les plans de travail et budgets annuels. La supervision d'ensemble sera exercée par le FIDA. Il effectuera chaque année une mission de supervision sur le terrain, qui sera l'occasion d'un rapport de supervision assorti de recommandations dont il assurera le suivi.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

20. Le coût total de ce programme, d'une durée de quatre ans, est estimé à 2,5 millions d'USD. La contribution demandée au FIDA, sur ce total, est de 1,5 million d'USD (60%). La contribution, en nature, de l'ICRISAT sera de 0,7 million d'USD (28%), et les NARS partenaires devraient apporter une contribution, également en nature, de 0,3 million d'USD (12%). Les contributions en nature de l'ICRISAT et des NARS incluent une partie des dépenses de personnel (professionnels), d'installations et de laboratoire de terrain, et d'appui à l'infrastructure.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
1	Dépenses de personnel (professionnels)	462	350
2	Recherche – fournitures, équipement et services d'appui	188	0
3	Frais de voyage	30	0
4	Suivi, réunions et sensibilisation du public	112	0
5	Formation et bourses d'études	33	0
6	Installations et laboratoires de terrain	0	400
7	Appui à l'infrastructure	0	250
8	Sous-contrats de recherche	480	0
9	Dépenses administratives	195	0
	<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>1 000</b>

<sup>a</sup> Contributions en nature des partenaires – ICRISAT et NARS.

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Improved well-being of the rural poor engaged in rainfed agriculture in India, Laos, Nepal and Vietnam	<ul style="list-style-type: none"> <li>15-20% increased net returns from rainfed agriculture; improved food and nutrition security of smallholder farm families</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Base line data</li> <li>Progress/impact assessment/ IFAD loan project reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favourable Govt. policies for rainfed agriculture</li> <li>Existing beneficiaries' demand</li> </ul>
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Smallholder farmers empowered to adopt resilient productive cropping systems in rainfed agro-ecologies</li> <li>Technical services to enhance innovative capacities of partners provided</li> <li>Inclusive market-oriented development in rainfed agriculture promoted</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 40,000 w/m farmers in each partner country adopt project innovations</li> <li>About 20-25% sustainable increase in productivity in target areas of the project</li> <li>One training course on drought forecasting and crop diversification strategies organized</li> <li>At least one appropriate seed production business model for each location identified</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Progress/impact assessment/ IFAD loan project reports</li> <li>Records of trading in cereals and legumes in local markets</li> <li>At least one trained NARS staff (trainer) at each location</li> <li>Enhanced availability of quality seed of FPVs at local level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Unfavourable Govt. policies, climatic conditions and commodity prices for rainfed agriculture</li> <li>Difficult access to micro-credit facilities</li> <li>Lack of Govt. recognition to informal seed sector</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Resilient/productive/diversified cropping systems and their ICM technologies</li> <li>Decision support system for crop diversification strategies</li> <li>Seed systems and value addition at local level</li> <li>Trained NARS staff, empowered farmers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Two docs on improved gender-sensitive drought and crop diversification strategies developed</li> <li>20,000 pamphlets in vernacular languages on resilient cropping systems including climate responsive varieties published</li> <li>At least one seed and one value addition enterprise promoted among a cluster of villages</li> <li>Need-based training modules</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Progress/impact assessment/ IFAD loan project reports</li> <li>Breeder seed production records of ICRISAT and SAUs</li> <li>Interview with farmers and other partners</li> <li>Farmer-friendly literature on resilient cropping systems, their ICM and FPVs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Govt. supports rainfed agriculture and informal seed sector and provides easy microcredit facilities</li> <li>Agril commodity prices remain remunerative to farmers</li> <li>Rural youth (m/w) and farmers interested in agro-business enterprises</li> </ul>
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Develop decision support systems for drought-proofing/crop diversification</li> <li>Devise and validate resilient rainfed cropping systems and their ICM technologies</li> <li>Prepare advocacy briefs for strengthen public policies and institutions</li> <li>Knowledge management and sharing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technological innovations addressing needs of w/m farmers generated and shared with farmers before each cropping season</li> <li>1-2 resilient cropping systems with their ICM technologies advocated to farmers</li> <li>2-3 Advocacy briefs in each partner country</li> <li>35-40% w/m farmers within IFAD loan project areas aware of resilient productive cropping systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project reports and documents</li> <li>Articles/programs in electronic and print media</li> <li>IFAD loan project reports</li> <li>IFADAsia website and APR Newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Satellite data for project locations available</li> <li>CURE/other projects welcome encourage collaboration with the new project</li> <li>Produce meets market standards</li> </ul>

# **Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Renforcement technique et des capacités pour les systèmes d'analyse stratégique et d'appui au savoir (SAKSS) au niveau des pays dans certains pays d'Afrique**

## **I. Contexte**

1. Avec le lancement du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) s'est créée une solide plateforme de renouveau des politiques et des partenariats dans le secteur de l'agriculture, ayant pour but d'accroître les investissements et d'améliorer la mise en œuvre et les résultats des politiques et des stratégies. Une convention a été élaborée en vue de formaliser l'engagement pris par les gouvernements africains de parvenir à consacrer 10% de leur budget au secteur de l'agriculture, pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan national d'investissement agricole. Le Rwanda a été le premier pays à organiser une table ronde au titre du PDDAA et à signer une convention en mars 2007. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a signé sa convention PDDAA en 2009, devenant ainsi la première communauté économique régionale à le faire. D'autres pays, en particulier les pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et le COMESA lui-même n'ont pas encore achevé la rédaction de leurs conventions et la préparation des tables rondes. Les pays ayant déjà tenu ces tables rondes en sont aujourd'hui à divers stades de l'élaboration de leur plan national d'investissement agricole (PNIA), de la conduite d'examen techniques des plans ou de la discussion des modalités financières et des mécanismes d'examen les concernant.
2. Au cœur du programme d'action du PDDAA se trouve la nécessité d'améliorer la qualité de la planification et de la mise en œuvre des politiques et des stratégies afin d'accélérer la croissance et les progrès vers la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Tout cela exige des capacités, des outils analytiques et des informations afin de générer des produits du savoir crédibles, opportuns et de qualité élevée qui serviront à éclairer et orienter les politiques du secteur agricole, en particulier les processus de planification et d'examen. En conséquence, la mise en place de plateformes régionales de savoir – le système régional d'analyse stratégique et d'appui au savoir (ReSAKSS) conçu pour faciliter l'examen par les pairs, le dialogue et l'apprentissage mutuel dans le cadre du processus de mise en œuvre du PDDAA – a constitué l'une des plus hautes priorités au cours de la première phase de l'appui de l'IFPRI au processus de mise en œuvre du PDDAA, de 2006 à 2009.
3. L'IFPRI a adopté, pour l'établissement des plateformes de savoir, un processus en deux phases, conformément à la feuille de route originale du PDDAA qui prévoyait une stratégie séquentielle pour la création d'outils et de plateformes adéquats pour l'examen du PDDAA. La première phase consistait en la mise en place des plateformes régionales de savoir chargées de centraliser les services collectifs afin d'appuyer les besoins transnationaux et d'offrir une assistance technique aux systèmes de savoir nationaux. La deuxième phase vise à mettre en place des plateformes nationales de savoir mettant l'accent sur les besoins analytiques et capacitaires spécifiques à un pays, tout en travaillant en étroite collaboration avec les plateformes régionales. La première phase a été réussie, avec la mise en place du ReSAKSS, qui est un réseau composé de trois nœuds régionaux en Afrique australe (ReSAKSS-SA), en Afrique orientale et centrale (ReSAKSS-ECA), et en Afrique de l'Ouest (ReSAKSS-WA). Le ReSAKSS a été établi, coordonné et exploité par l'IFPRI en collaboration avec trois communautés économiques régionales de premier plan – la Communauté de développement de l'Afrique australe, le COMESA

et la CEDEAO – et quatre centres du GCRAI basés en Afrique – l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) en Afrique du Sud, le bureau du Zimbabwe de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), l'International Livestock Research Institute au Kenya et l'Institut international d'agriculture tropicale au Nigéria. Au niveau continental, l'IFPRI travaille en partenariat avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (APCN) et la Commission de l'Union africaine, avec une structure de gouvernance présidée par l'APCN et la Commission de l'Union africaine. En 2007, le ReSAKSS a lancé un site web pour contribuer au suivi de la mise en œuvre du PDDAA et des progrès vers la réalisation de ses objectifs clés, parmi lesquels allouer 10% du budget national annuel au secteur de l'agriculture, parvenir à un taux annuel de croissance agricole de 6% et atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement, c'est-à-dire réduire de moitié, d'ici à 2015, la pauvreté et la faim<sup>3</sup>. Parmi les produits du savoir notables du ReSAKSS, on peut citer le produit phare que constitue le Rapport annuel tendances et perspectives, qui joue aussi le rôle de rapport de suivi-évaluation (S&E) du PDDAA à l'échelle du continent, ainsi que les notes d'information et documents de travail sur les questions stratégiques affectant le développement agricole et rural de l'Afrique.

4. À l'heure actuelle, 28 pays ont achevé leurs tables rondes PDDAA, plusieurs pays précisent leurs plans d'investissement et de nombreux autres préparent les tables rondes; il est donc urgent de rendre pleinement opérationnelle la phase 2 – la mise en place de plateformes nationales de savoir (nœuds SAKSS de pays) – afin d'améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre des politiques et des stratégies au niveau des pays, et de contribuer au renforcement de la capacité locale d'analyse des politiques par le biais d'un travail en collaboration et d'une formation à court et à long terme. Au cours de la phase 1 de son appui, l'IFPRI a travaillé en étroite liaison avec les nœuds ReSAKSS pour la création d'un nœud SAKSS pilote au Rwanda. Dans un projet distinct, l'IFPRI a également mis en place des programmes semblables au SAKSS en Éthiopie, au Ghana, au Malawi, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda et en République démocratique du Congo, dans le cadre de son programme d'appui aux stratégies nationales. Les nœuds ReSAKSS sont entièrement mis en place, et ils ont récemment contribué au lancement des nœuds SAKSS de pays officiels au Ghana, au Nigéria, en Ouganda et au Togo. Ils sont désormais en mesure d'aider d'autres pays à créer des nœuds SAKSS de pays.
5. Cette proposition a donc pour objectif principal de mettre en place et de rendre opérationnels ou de renforcer des nœuds SAKSS de pays dans 11 pays d'Afrique, en fonction de l'avancement, dans chaque pays, du processus de mise en œuvre du PDDAA et de création d'un nœud. Les pays sont répartis en deux groupes, selon que l'appui dont ils ont besoin est total ou partiel. Le groupe 1 se compose de sept pays ayant besoin d'un appui total: Bénin, Cameroun, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal et République démocratique du Congo. Le groupe 2 se compose de quatre pays ayant besoin d'un appui partiel: Éthiopie, Ghana, Mozambique et Rwanda. Le programme sera réalisé conjointement par l'IFPRI, le ReSAKSS-ECA (pour le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et le Rwanda), le ReSAKSS-SA (pour le Mozambique), le ReSAKSS-WA (pour le Bénin, le Ghana, le Mali et le Sénégal) et les partenaires pertinents du SAKSS dans les pays, et notamment le ministère de l'agriculture et d'autres ministères d'exécution, leurs départements et agences, les bureaux des statistiques, les ONG, les paysans, les universités, les groupes de réflexion et les donateurs.

<sup>3</sup> Le site web du ReSAKSS est à l'adresse suivante: <http://www.resakss.org/>.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Le programme proposé est pleinement aligné sur la Politique révisée du FIDA en matière de dons (2009) et en appuie les quatre principaux résultats. En termes de priorités institutionnelles, le programme apporte un appui direct à l'objectif institutionnel 1, l'établissement d'un contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et toute la gamme d'activités non agricoles connexes, ainsi qu'au résultat 2, l'amélioration des politiques générales et des cadres réglementaires au niveau local, national et international.
7. Le programme avait été envisagé dans le plan de travail stratégique en matière de dons de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre pour 2012, et il appuie notamment le thème prioritaire 4 (action politique ciblée), en particulier en ce qui concerne les questions sensibles sur lesquelles les responsables de projet ne souhaitent parfois pas prendre la responsabilité d'intervenir. Le programme devrait offrir au FIDA et à ses partenaires des éléments concrets constituant une base solide de concertation sur les politiques, qui est une priorité pour le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Afrique orientale et australe. Cette démarche de concertation est en harmonie avec l'augmentation de la présence dans les pays et avec l'intégration accrue des programmes du FIDA aux PNIA du PDDAA, ainsi qu'avec l'objectif de disposer d'une base commune d'éléments concrets et d'un espace d'action pour appuyer la transposition à plus grande échelle des approches prometteuses. Bien que le don actuel soit centré sur les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, il facilite la participation du FIDA au programme de travail sur le SAKSS à l'échelle du continent dans le cadre du PDDAA.

## III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est le renforcement technique et des capacités pour les SAKSS au niveau des pays dans certains pays d'Afrique. Le programme a pour objectif l'établissement, dans 11 pays, de nœuds SAKSS fonctionnant de manière efficace et chargés d'apporter un appui au renforcement technique et des capacités dans les six domaines suivants: i) outils et méthodes d'analyse des politiques; ii) recueil et gestion de données; iii) analyse stratégique des politiques; iv) S&E de la performance du secteur de l'agriculture; v) concertation sur les politiques, vulgarisation et assurance qualité; et vi) partenariats locaux et formation à long terme efficaces.
9. L'équipe chargée de la mise en œuvre des activités SAKSS au niveau du pays constitue le groupe cible. On compte aussi, parmi les bénéficiaires directs, les décideurs nationaux, les spécialistes de l'analyse des politiques, les chercheurs, et les représentants d'universités, la société civile, le secteur privé et les ONG jouant un rôle dans la conception, l'exécution et le S&E des politiques et des stratégies de développement agricole. Le programme permettra à ces bénéficiaires de prendre connaissance – et d'en faire usage – des données de référence et des options stratégiques à long terme spécifiques à chaque pays qui aident à conduire vers une amélioration de la planification, de l'exécution et des résultats de la politique agricole. Ils auront aussi accès aux données qui leur permettront de suivre les effets en termes de développement et l'avancement dans la mise en œuvre du plan d'investissement. En dernière analyse, les bénéficiaires seront, dans les pays, les pauvres et les personnes souffrant de la faim qui devraient tirer des avantages d'une mise en œuvre réussie de politiques axées sur des éléments concrets et sur des résultats et visant à accélérer la croissance agricole, la réduction de la pauvreté et l'éradication de la faim.
10. Le programme durera trois ans et il comportera cinq grandes composantes:
  - **appui à l'état de préparation opérationnelle des SAKSS de pays**, et notamment directives opérationnelles, mandat, recrutement du personnel et atelier initial;

- **élaboration et mise en œuvre d'un cadre et de méthodes de S&E, et de produits et d'outils du savoir**, et notamment choix des indicateurs de performance, examen des cibles sectorielles actuelles, recueil de données et production du Rapport annuel tendances et perspectives;
- **renforcement de la capacité d'analyse stratégique des politiques et de recherche visant à combler les lacunes dans le savoir et à évaluer les possibilités d'action et d'investissement**, et notamment détermination des lacunes dans les observations, analyse stratégique et production de produits du savoir;
- **élaboration de plateformes de gestion du savoir, de communication et de concertation sur les politiques**, et notamment sites web, évaluation des systèmes actuels de savoir des parties prenantes et de leurs stratégies de dialogue, et ateliers; et
- **contrôle de l'assurance qualité et renforcement de la capacité de collaboration efficace, partenariats, et durabilité à long terme des nœuds SAKSS**, et notamment renforcement de la capacité des parties prenantes en matière de mise en œuvre et d'utilisation des outils clés d'analyse stratégique et des stratégies de communication.

#### **IV. Produits et avantages escomptés**

11. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:

- Des nœuds SAKSS de pays sont établis et fonctionnent de manière satisfaisante, de sorte que les décideurs nationaux et les autres parties prenantes peuvent en temps utile acquérir et utiliser les données, outils et analyses servant à éclairer et orienter la planification et la mise en œuvre de la politique agricole.
- Un système de S&E permettant de suivre et d'évaluer la politique, les investissements et la performance d'ensemble du secteur agricole est mis en place et fournit les informations nécessaires pour le suivi, l'évaluation et la révision de la planification et de la mise en œuvre de la politique agricole.
- Le Rapport annuel tendances et perspectives est établi et publié chaque année et rapidement mis à disposition comme contribution aux activités d'examen, de concertation et d'analyse comparative associées à l'exécution du PNIA.
- Des études concernant les questions émergentes et stratégiques importantes du point de vue du programme de développement agricole du pays sont disponibles pour combler les lacunes dans le savoir.
- La capacité des SAKSS de pays et des institutions locales est renforcée.

#### **V. Modalités d'exécution**

12. L'IFPRI, qui sera l'agent d'exécution principal, travaillera avec des institutions gouvernementales homologues (généralement les ministères de l'agriculture et du plan), ainsi qu'avec des universités, des sociétés de conseil et des groupes de réflexion locaux, des organisations paysannes et le secteur privé. Le rôle de l'IFPRI, au-delà de la coordination de l'ensemble des activités à travers l'Afrique en collaboration avec l'APCN/la Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales, consistera à assurer un appui technique aux partenaires, au niveau des pays, pour la mise en place du SAKSS, ainsi que la qualité technique et le partage de la recherche et l'interprétation des produits du savoir. Plusieurs chercheurs provenant de différentes divisions de l'IFPRI seront affectés au programme, en fonction de leurs compétences et des besoins du programme. Ils seront aussi associés à la conduite des formations par le biais d'activités de



recherche pratique en collaboration avec les partenaires locaux et de stages de courte durée.

13. Dans le cadre de l'assistance technique, l'IFPRI facilitera la participation directe aux activités en cours, financées par le FIDA, d'appui au S&E sectoriel, comme au Cameroun, au Mali et au Sénégal, ainsi qu'à celles de toutes les EGPP pertinentes afin de s'assurer que les programmes financés par le FIDA sont en mesure de contribuer aux produits des nœuds SAKSS dans la planification du programme, le partage du savoir, le S&E et la concertation sur les politiques et, en même temps, d'utiliser efficacement ces produits. Ce processus, déjà entamé en ce qui concerne le Mali et le Sénégal, se poursuit de manière que la participation soit intégrale au moment où les activités du programme seront officiellement lancées au niveau du pays.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le montant total du don s'élève à 9,8 millions d'USD, dont 1,6 million d'USD demandés au FIDA, et le solde, soit 8,228 millions d'USD, est demandé au Ministère des affaires étrangères du Gouvernement néerlandais (5,679 millions d'USD, chiffre indicatif à confirmer), au soutien des programmes de pays du FIDA (dons au pays et financement de projet – 2,203 millions d'USD) et à l'IFPRI (0,346 million d'USD).

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	491	1 334
2	Services professionnels/consultants	450	2 583
3	Frais de voyage	159	561
4	Services administratifs	147	409
5	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports	67	-
6	Équipement	20	25
7	Formation/renforcement des capacités	66	2 328
8	Frais généraux	200	988
<b>Total</b>		<b>1 600</b>	<b>8 228</b>

<sup>a</sup> Montants indicatifs, représentant les contributions du ministère néerlandais des Affaires étrangères, des programmes de pays du FIDA et de l'IFPRI.

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Improve the quality of policy and pro-poor strategy design and implementation in the respective countries through facilitation of well-informed agricultural sector planning, review, and dialogue processes	Country strategy, policy, and operational documents are based on evidence and are technically consistent and coherent	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ATOR</li> <li>• Final project evaluation</li> </ul>	Government and other sectoral stakeholders will utilize information and evidence generated through SAKKS in policy and investment planning processes and debates.
<b>Objectives</b>	11 well-functioning SAKSS country nodes (7 countries requiring full support— Benin, Cameroon, DRC, Kenya, Mali, Senegal, and Uganda as well as in 4 countries requiring partial support— Ethiopia, Ghana, Rwanda, and Mozambique).	SAKSS support following in 11 countries: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Updated sectoral M&amp;E available</li> <li>• Key sectoral data from different sources available centrally</li> <li>• Key policy issues identified and analysis carried out and disseminated</li> <li>• Enhanced exchange of relevant knowledge and experience on key policy and operational issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ATOR</li> <li>• Midterm Review</li> <li>• Semestrial progress reports</li> <li>• Sectoral working group and other stakeholder interviews</li> </ul>	In-country institutional infrastructure is conducive to networking of national knowledge centers to collaborate on data collection, analysis, and reporting in support of policy dialogue and review
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity of country SAKSS and local institutions is strengthened.</li> <li>• An M&amp;E system to track and evaluate agriculture sector policy and investments and overall performance is developed</li> <li>• Agricultural trends and outlook report (ATOR) is produced annually</li> <li>• Studies (working papers and issue briefs) on emerging and strategic issues.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SAKSS unit staffed, steering committee meets regularly, outputs generated as planned</li> <li>• M&amp;E system reports generated including disaggregated data by gender, youth, farm size, etc.</li> <li>• ATOR produced</li> <li>• Technical partners able to reproduce technical analysis and studies with minimal or no external support.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Semestrial Progress Reports</li> <li>• ATOR</li> <li>• Midterm Review</li> <li>• Country level supervision mission reports</li> </ul>	Government support maintained, including funding support for country-level activities.
<b>Key Activities</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supporting operational readiness of country SAKSS</li> <li>2. Developing M&amp;E framework</li> <li>3. Strengthening capacity for strategic policy analysis and research</li> <li>4. Developing knowledge management, communications, and policy dialogue platforms</li> <li>5. Providing quality assurance control and strengthening long term sustainability</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• operational guidelines, terms of reference, staff recruitment,</li> <li>• selection of performance indicators, review of existing sectoral targets,</li> <li>• production of knowledge products</li> <li>• website, assessment of existing stakeholder knowledge systems and dialogue strategies</li> <li>• capacity strengthening of stakeholders</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Semestrial Progress Reports</li> </ul>	Governments establish institutional mechanisms of SAKSS, including assignment of key staff, engagement with partner institutions and stakeholders